

Ligue pour le bien-être de l'enfance du Canada



Les enfants du Canada



hiver  
winter '95



Canada's Children

Child Welfare League of Canada

Child Welfare in Transition

La protection de l'enfance,  
un monde en transition



**STAFF AND VOLUNTEERS OF  
THE CHILD WELFARE LEAGUE  
OF CANADA**

**Staff**

**Sandra Scarth**, Executive Director, joined the Child Welfare League of America in 1991 to set up the Canadian organization. She was director of Children's Services for the Ontario Ministry of Community and Social Services and worked in the Ontario government in a variety of capacities dealing with children. She has also worked for the Children's Aid Society of Metro Toronto, the Catholic Children's Aid Society in Vancouver and the Government of Manitoba. Sandra is the Canadian non-governmental delegate to the Hague Convention on Inter-country Adoption.

**Sharon Mousseau**, Program and Administrative Assistant, joined the Child Welfare League in February 1992. Sharon's background is in association management, as well as meeting and conference coordination. Some of Sharon's duties include acting as office manager, organizing board meetings and administering membership services.

**Betty Bourque** is Coordinator of the Canadian Resource Centre on Children and Youth. She has worked in information services since 1979 and managed the resource centre of the Canadian Council on Children and Youth and CEJY for 12 years.

**Volunteers**

We would like to extend special thanks to:

**Elizabeth Tyrwhitt**, working on the special Canadian issue of *Child Welfare*. She has a wealth of experience in editing, newsletter production, community development, project management and administration, as well as a Master of Social Work from the University of Toronto.

**PERSONNEL ET BÉNÉVOLES DE  
LA LIGUE POUR LE BIEN-ÊTRE  
DE L'ENFANCE DU CANADA**

**Personnel**

**Sandra Scarth**, la directrice s'est jointe à la Ligue pour la protection de l'enfance en 1991 pour mettre sur pied l'organisation canadienne. Elle a été directrice des services pour les enfants du ministère ontarien des services sociaux et communautaires et a travaillé au gouvernement de l'Ontario à différents niveaux auprès des enfants. Elle a aussi travaillé à la Société de l'Aide à l'enfance de Toronto métropolitain, la Société de l'aide à l'enfance de Vancouver et au gouvernement du Manitoba. Sandra est la représentante canadienne non associée au gouvernement à la convention de La Haye sur l'adoption d'un pays à l'autre.

**Sharon Mousseau**, adjointe administrative et de programmes, fait partie de la Ligue pour la protection de l'enfance depuis février 1992. Ses antécédents sont du milieu de la gestion d'associations ainsi que de la coordination de conférences et de réunions. Ses tâches comprennent entre autres celles de gérante de bureau, d'organisatrice de réunion du conseil et de responsable des services aux membres.

**Betty Bourque** est coordinatrice du centre canadien de ressources sur l'enfance et la jeunesse. Elle a travaillé auprès des services d'information depuis 1979 et a géré le centre de ressources du Conseil canadien de l'enfance et la jeunesse et CEJY depuis 12 ans.

**Bénévoles**

Nous aimerions remercier tout particulièrement :

**Elizabeth Tyrwhitt**, qui travaille à un numéro canadien spécial du *Child Welfare*. Elle a une vaste expérience en rédaction, en production de bulletins, en développement communautaire, en gestion et administration de projets et une maîtrise en Travail social de l'Université de Toronto.

**BOARD OF DIRECTORS / CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**President: Monsignor William Irwin**, Catholic Social Services, Edmonton

**Vice-President: Vaughan Dowle**, Batslaw Youth & Family Centres, Montréal

**Secretary: Doreen Beaton**, Nova Scotia Family & Child Welfare Association

**Treasurer: Melvin D. Gill**, Children's Aid Society of Ottawa-Carleton

**Judith Bader**, Calgary Social Services

**Martin Harris**, Peace Arch Community Services, White Rock, BC

**Kenneth G. Knight**, Child & Family Services of Western Manitoba

**Mary McConville**, Ontario Association of Children's Aid Societies

**Dr. Geoffrey L. Pawson**, Ranch Ehrlo Society, Regina

**Bruce Rivers**, Children's Aid Society of Metropolitan Toronto

**John F. Spekkens**, Dellcrest Children's Centre, Toronto

**Eldon Weasel Child**, Siksika Family Services, Siksika, AB

# Canada's Children

Volume 1, Number 3  
Winter 1995

Published by the  
Child Welfare League of Canada

Editor: Susan Sullivan

Translation: Suzanne Courtemanche

Layout: In Other Words

*Canada's Children* is published three times a year by the Child Welfare League of Canada, a national voluntary organization dedicated to promoting the well-being of at-risk children, youth and their families. Articles are the responsibility of the authors and do not necessarily reflect the views of the CWLC. Letters to the editor should be addressed to CWLC, 180 Argyle Avenue, Suite 312, Ottawa, ON, K2P 1B7, fax (613) 788-5075, telephone (613) 235-4412.

# Les enfants du Canada

Volume 1, Numéro 3, hiver  
1995

Publié par la Ligue pour le bien-être  
de l'enfance du Canada

Rédactrice : Susan Sullivan

Traduction : Suzanne Courtemanche

Mise en page : In Other Words

*Les enfants du Canada* est publié trois fois par an par la Ligue pour le bien-être de l'enfance du Canada, organisme bénévole national se consacrant à la promotion du bien-être des enfants et des jeunes à risque ainsi qu'à leurs familles. Les articles sont la responsabilité des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les opinions de la LBEC. Vous pouvez faire parvenir vos lettres au rédacteur à la LBEC, 180 avenue Argyle, pièce 312, Ottawa, Ontario, K2P 1B7. Fax (613) 788-5075, tél.: (613) 235-4412

ISSN 1201-0561

## CONTENTS / MATIÈRES

### EDITORIAL

- Les intérêts du monde des affaires  
devraient-ils orienter la réforme de la politique sociale? . . . . 2  
*par Sandra Scarth*

### EDITORIAL

- Should Business Interests be Driving Social Policy Reform? . 3  
*by Sandra Scarth*

- Focus on Children: A New Approach to  
Delivering Children's Services in Alberta . . . . . 4  
*by Ray Lazanik*

- Focus on Children : une nouvelle approche à la prestation  
de services auprès des enfants en Alberta . . . . . 5  
*par Ray Lazanik*

- Reshaping Child Welfare in Alberta . . . . . 6  
*by Sharon Heron*

### PROGRAM PROFILE

- Strengthening Family Ties: The "Going Home Program"  
of the Ben Calf Robe Society . . . . . 7  
*by Laura Vinson*

- Responding to Youth Crime: Amendments to the YOA . . . . . 8  
*by Nick Bala*

- Cocaine crack-using Parents in a Child Welfare Setting . . . . . 10  
*by Bruce Leslie*

- Pain... Lots of Pain: Family Violence and Abuse  
in the Lives of Young People in Care . . . . . 13  
*excerpted from the book by Brian Raychaba*

- National Child Day . . . . . 14  
*by Landon Pearson*

- La Journée nationale de l'enfant . . . . . 15  
*par Landon Pearson*

- News from the Family Violence Prevention Division,  
Health Canada . . . . . 16  
*by Barbara Merriam*

- Nouvelles de la division de la prévention  
de la violence familiale, Santé Canada . . . . . 18  
*par Barbara Merriam*

### BOOK REVIEW

- Caught in the Act: A User's Guide  
to the Youth Justice System and the Young Offenders Act . . 20  
*reviewed by Sam Blakeley*

## EDITORIAL

## Les intérêts du monde des affaires devraient-ils orienter la réforme de la politique sociale?

La réforme de la sécurité sociale a drainé, à l'échelle du pays, une énorme quantité de temps et d'efforts de la part d'organismes impliqués en matière de politique sociale, d'agences, de défenseurs de groupes défavorisés et de citoyens et citoyennes. Les gens ont participé dans l'espoir que l'on écouterait leurs inquiétudes et leurs suggestions de changements. Mais les efforts de réforme de Lloyd Axworthy ont été relégués au second plan en faveur du budget, des taux d'intérêt galopant et des sentiments anti-taxes.

Paul Martin est à la barre. Et son bateau est alimenté par les intérêts des entreprises. Il souligne que l'ensemble des taxes comme pourcentage du PDB est déjà très élevé si on le compare à notre point de comparaison privilégié, les États-Unis. (Éditorial, *Globe and Mail*, 15 janvier 1995). Il ajoute aussi: «Tandis que presque tout le monde est conscient de l'impôt plus élevé pour les particuliers, de nombreuses personnes croient, à tort, que le fardeau fiscal des entreprises a diminué. Le contraire est vrai. Les taxes directes aux entreprises — fédérales, provinciales et locales combinées — se sont élevées à 51 milliards \$ en 1993, ce qui constitue une augmentation d'à peu près 42 pourcent en termes de dollars constants depuis 1980.»

Les médias et M. Martin se gardent bien de mentionner l'effet des taxes plus basses aux États-Unis où l'on retrouve les taux de pauvreté familiale les plus élevés dans le monde industrialisé tandis que les taux de mauvais traitements et de négligence envers les enfants sont deux fois plus élevés qu'au Canada. La presse ne mentionne pas non plus le fait que les chiffres de l'O.C.D.E. indiquent que les taux d'imposition du Canada sont plus bas que de nombreux autres pays. Il n'est donc pas surprenant que le public commence à croire l'argument que nous devons couper les programmes sociaux afin de conserver les impôts plus bas plutôt que de se pencher sur les revenus publics,

par exemple les abris fiscaux des riches, récoltant des sommes incroyables en taxes d'affaires reportées et plutôt que de considérer des augmentations raisonnables d'autres revenus.

La proposition de M. Martin de se diriger vers un financement d'ensemble en matière de santé, d'éducation et de bien-être, peut intéresser le gouvernement fédéral et certains gouvernements provinciaux, mais soulève des inquiétudes pour le système de protection de l'enfance. Si l'on peut transférer des dollars d'un secteur à l'autre en matière d'éducation, de santé et de bien-être, qu'est-ce qui empêchera les provinces de drainer l'enveloppe du bien-être pour couvrir les coûts croissant de santé afin de payer les services que le public exige? Y aura-t-il des garanties que les provinces n'alloueront pas une partie de ces sommes toujours en baisse pour l'infrastructure, les routes etc.? Les parents exigeront des dépenses raisonnables au chapitre de l'éducation, le public en général exigera des soins de santé raisonnables, mais qui défendra l'enveloppe de bien-être si peu populaire?

Il est peu probable que le citoyen moyen comprenne que les transferts de paiements au chapitre du «bien-être» couvrent entre autres les enquêtes au sujet des mauvais traitements envers les enfants, les services aux enfants victimes d'abus et de négligence, les services d'appui préventif pour les parents seuls, isolés et pauvres, les programmes d'adoption et de familles d'accueil pour les enfants qui n'ont pas de familles. Ce lien n'a été fait dans aucun des textes sur la sécurité sociale. En fait, l'on n'a même pas mentionné la protection des enfants.

Le comité permanent sur le développement des ressources humaines a déposé son rapport en février, et il y a soixante jours de discussion avant que le gouvernement dépose sa réponse. Si nous avons l'intention d'avoir un impact, nous devons présenter un front commun pour faire passer notre message aux politiciens

et au public durant cette période cruciale de deux mois.

La LBEC ne s'oppose pas à une réforme en matière de politique sociale, mais nous croyons que ces réformes doivent être pesées et leur impact sur les groupes vulnérables évalué avant d'en arriver à des changements draconiens en matière de financement. On peut se procurer nos deux présentations au comité permanent auprès du Centre de ressources canadiens sur les enfants et sur les jeunes au (613) 788-5102, télécopieur (613) 788-5075 moyennant des frais minimes afin de couvrir les coûts de production et d'envoi. Veuillez les utiliser, en entier ou en partie, pour parler au député de votre circonscription, ou écrivez à M. Axworthy et à M. Martin pour exprimer votre inquiétude quant au fait que l'on semble avoir ignoré l'impact des changements proposés sur les enfants négligés, abusés et souffrant de problèmes émotifs.

Une autre bonne source à utiliser auprès de votre député est le document présenté au comité des Finances par le Conseil canadien pour le développement social, (613) 236-8977 qui réfute certains chiffres au sujet de l'impôt élevé qui sont présentés dans la presse et qui offre certaines solutions de rechange.

Puisque les enfants n'ont pas le droit de vote, leur voix ne se fait pas bien entendre. Il relève de nous, dans le système, ainsi qu'à notre personnel et à nos familles d'informer le public et d'encourager nos représentants à la Chambre des Communes à parler franchement afin de faire passer les enfants d'abord dans le budget et dans les débats au sujet de la réforme sociale. Il est temps de mettre les enfants à la barre et d'alimenter le bateau dans leur meilleur intérêt. ✱

*Sandra Scarth est directrice générale de la Ligue pour le bien-être de l'enfance du Canada.*

**EDITORIAL**

## **Should Business Interests be Driving Social Policy Reform?**

The federal government's social security review has absorbed enormous amounts of the time and effort of social policy organizations, agencies, advocates for disadvantaged groups and ordinary citizens across the country. People participated in the hope that their concerns and suggestions for change would be heard. But Minister of Human Resources Development Lloyd Axworthy's reform efforts have been overshadowed by the budget process, rising interest rates and anti-tax sentiments.

Finance Minister Paul Martin is in the driver's seat. And the car is being fuelled by business interests. He is quoted in a January 16 *Globe and Mail* editorial as saying that tax revenue as a percentage of GDP is already very high relative to the United States. Mr. Martin adds: "While virtually everyone is aware of higher personal income taxes, many believe, erroneously, that the tax burden on business has diminished. The opposite is the case. Direct taxes on business — federal, provincial and local combined — totalled \$51 billion in 1993, up almost 42 per cent in constant dollar terms since 1980."

Neither the press nor Mr. Martin mentions the effect of lower taxes in the United States, where family poverty rates are the highest in the developed world and child abuse and neglect rates are twice as high as Canada's. Neither does the press pay much attention to the figures of the Organization for Economic Co-operation and Development, which show Canada's tax rate lower than in many other countries. The public is beginning to buy into the argument that we must cut social programs dramatically in order to keep taxes low, because we aren't looking at all public revenue, such as tax loopholes for the wealthy, massive amounts of deferred business taxes and reasonable increases in other revenues.

Mr. Martin's proposal for a lump sum federal transfer to the provinces for health, education and welfare raises serious concerns for the child welfare system. If education, health and welfare come under one budget, will there be anything to stop provinces from draining

the welfare envelope to cover burgeoning health care costs? Will there be any guarantee that provinces will not spend some of these funds on roads and sewers? Parents will demand reasonable education expenditures and the public will insist on reasonable health care, but who will defend the unpopular welfare envelope?

It is unlikely that the average citizen understands that "welfare" transfer payments cover such things as child abuse investigations, services for neglected and abused children, preventive support services to poor and isolated lone parents, and foster and adoption programs for children without families. This connection was not made in any of the government's social security background papers. In fact, there was no mention of child welfare at all.

The Parliamentary Standing Committee on Human Resources Development released its report in February and there will be 60 days for discussion before the government tables its response. The budget may make changes affecting social policy without the framework of social policy reform. Advocates for children will have to make a concerted effort to get our message across to the politicians and the public during this critical two month period, if we hope to have any impact.

The CWLC is not opposed to social policy reform, but believes that reforms should be carefully considered and the effects on vulnerable groups assessed before any draconian funding changes are made. Our two presentations to the Parliamentary Standing Committee are available through the Cana-

dian Resource Centre on Children and Youth (telephone 613- 788-5102, fax 613-788-5075) for a small fee to cover the costs of production and mailing. Please use them. Speak to your MP or write to Mr. Axworthy and Mr. Martin to voice your concern about the impact of the proposed changes on neglected, abused and emotionally troubled children.

Another excellent resource is the paper presented to the Standing Committee on Finance by the Canadian Council on Social Development (telephone 613-236-8977). It refutes some of the high taxation and high spending figures being used in the press and offers some alternative solutions.

Because children don't vote, they don't have a strong voice. It is up to us to inform the public and to engage our MPs to put children first in the context of the budget and social reform debates. It is time to put children in the driver's seat and have the car fuelled by their best interests. ✱

*Sandra Scarth is Executive Director of the Child Welfare League of Canada.*

### **PERMANENCY PLANNING AND FAMILY PRESERVATION**

*The summer issue of Canada's Children will focus on permanency planning and family preservation.*

*We welcome your submissions. If you would like to contribute, please fax us at (613) 788-5075 and let us know the topic and approximate length of your proposed article. We'll send you a copy of our writer's guidelines and answer any questions you have.*

*The copy deadline is May 19, 1995.*